

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

1,50f

N° 26

décembre 1978

ALGERIE

BOUMEDIENE S'EN VA,

MAIS LA BOURGEOISIE

RESTE !

p. 3

Stoléru :

UNE «SEMAINE»

ANTI-IMMIGRÉE

extrême gauche :

Cercle A. Zeroual :

**des maoïstes, oui ;
des communistes
révolutionnaires, non**

POINTS DE VENTE:

Librairie du cinéma 14 juillet : 4 Bd Beaumarchais, 11ème.
 Librairie arabe : 2 rue St Victor, 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème ; La Commune : 11 rue Barraud, 13ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.
 La Pochette : 5 rue Mirbel.
 Librairie Jonas : 14 rue de la Maison-Blanche, 13ème.
 Syros : 9 rue de Borromée, 15ème ; Librairie Floréal : 121 av. du Maine.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 50 Bd de la Madeleine, 06000 NICE.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie "LIRE" : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005. PARIS.
 (Ne spécifier que TIL.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 32 Fr l'année, en timbres poste,
(16 Fr de mensuel + 16 Fr de frais
d'envoi).
- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES

SOMMAIRE

ALGERIE

- p 3, 4 : Boumédiène s'en va., mais la bourgeoisie reste !
 p 5, 6, 7 : Congrès de l'UNJA : pour encadrer la jeunesse...

IMMIGRATION

- p 8, 9 : Semaine de "dialogue Français-immigrés" : une semaine
de racisme !
 p 10, 11 : Grève à la marine marchande : racisme et bonne conscience.
 p 12 : Foyers en grève : la répression continue !

INTERNATIONAL

- p 13, 14 : Bagdad : les chiens aboient et la caravane passe....
 p 15, 16, 17 : Chine : Cercle Abdellatif Zeroual : des maoïstes, oui;
des communistes révolutionnaires, non !

- Boumédiène est mort, mais la bourgeoisie reste. (SUITE).

Depuis son retour d'URSS, Boumédiène est dans un coma profond: deux caillots de sang lui obstruent le cerveau, et il est atteint d'une maladie rare, la maladie de Waldenström, dans sa forme aigue. Autant dire que, malgré sa survie artificielle, Boumédiène est mort, et physiquement et politiquement.

C'est donc là la mort d'un dictateur, et nous allons voir ce que sa disparition peut signifier pour les travailleurs.

- Un "Bonaparte".

Il est d'abord important de voir quel a été le rôle de Boumédiène au sein de l'Etat algérien. Il a été le dirigeant bourgeois qui a réussi à remettre de l'"ordre" en 1965, à la suite de son coup d'Etat du 19 juin, au sein d'une bourgeoisie en complète désorganisation, insuffisamment consciente de ses tâches et indisciplinée.

Il a été l'artisan de la construction d'un Etat fort susceptible d'unifier la bourgeoisie et d'en finir avec la précédente période caractérisée par les intrigues, les bagarres de fractions et de blocs, les dissidences de colonels dans les Aurès ou à Tizi Ouzou, etc..

Le calme rétabli, toutes les conditions étaient réunies pour tenter une accumulation forcée de capitaux, sur le dos des travailleurs. Les bourgeois ont été mis en confiance (cette période ne durera cependant que quelques années), et 1968 a été l'année où le plus de sociétés privées ont été créées, entre autres dans le textile.

L'accentuation des nationalisations dès 1966 du pétrole et des ressources minières a permis une industrialisation beaucoup plus importante que dans nombre de pays sous-développés : ce qui a permis à Boumédiène d'acquérir une certaine popularité et donné à l'Etat algérien une apparence de progrèsisme pour la population.

L'Algérie a pu aussi à un certain moment jouer un rôle de premier plan en Afrique et au Moyen-Orient.

En définitive, toute cette réorientation par rapport à 1962 s'explique par les pouvoirs qu'avait le Conseil de la Révolution (armée, gendarmerie, etc..); et surtout ceux que concentrait Boumédiène entre ses mains : il cumulait en effet les fonctions de président du Conseil, de chef du parti, premier ministre, ministre de la Défense, et de chef d'Etat-Major de l'armée (auxquelles celle de président de la République s'est rajoutée en 1977).

Tout cela lui a permis de jouer entre les différentes fractions de la bourgeoisie et leurs contradictions : l'épisode des affrontements sanglants entre les Frères Musulmans et les "volontaires" du PAGS en 1974, parce que les premiers n'acceptaient pas que seuls soient élus ceux qui étaient inscrits aux Comités de Volontariat de la Révolution Agraire (CVRA), en donne un exemple.

Les Frères Musulmans avaient ensuite manifesté à Alger, et les CNS (équivalent des CRS en France) avaient chargé en en blessant certains. Cela alors que par ailleurs, Boumédiène avait accepté que l'Islam devienne la religion d'Etat, que l'on construise des centaines de mosquées,

.../...

et l'Institut des Etudes islamiques du Caroubier qui est le plus grand d'Afrique et dont le coût s'évalue en milliards de DA : toutes mesures qui satisfont les Frères Musulmans.

Aux libéraux, il a accordé une constitution, avec une Assemblée nationale et des élections présidentielles, tout en prenant la précaution de maintenir ses pouvoirs et de les renforcer.

Aux staliniens du PAGS, et à la fraction "soviétiste" de la bureaucratie, il a accordé l'hégémonie au sein de l'UNJA et quelques strapontins au sein de la direction de l'UGTA, afin de l'utiliser pour mobiliser les paysans et les étudiants dans le sens des objectifs du régime, et lui faire partager le discrédit du pouvoir.

Mais si Boumédiène s'est imposé à sa propre classe (la bourgeoisie), il était populaire dans d'autres classes sociales (petite-bourgeoisie, classe ouvrière). C'est entre autres sa popularité qui a permis au régime dont il était le chef, d'imposer l'austérité aux masses laborieuses. Il est bien connu que lors de certaines grèves (dockers, RSTA,...), c'est lui en personne qui est allé expliquer aux travailleurs qu'il ne fallait pas faire grève, etc...

- Et maintenant ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord rappeler que Boumédiène a été un facteur de stabilisation au sein de l'appareil d'Etat bourgeois. Sa disparition aura forcément pour conséquence un ravivement des luttes fractionnelles au sein de l'appareil d'Etat ; la bourgeoisie aura du mal à trouver un successeur qui fera "l'unanimité" autant que lui. Il y a donc tout lieu de croire malgré les déclarations officielles, que la course au pouvoir bat son plein. Ce qui reste sûr néanmoins, c'est que ceux qui succéderont à Boumédiène seront des hommes qui appartiennent déjà à l'appareil politique de la bourgeoisie, des hommes en place, comme Bouteflika, Abdelghani, Draia et &.

Une incertitude persiste cependant quant à la politique que suivra la clique qui arrivera à s'assurer le pouvoir : va-t-il y avoir privatisation de l'économie, et une ouverture plus grande aux capitaux étrangers ? Va-t-on au contraire assister à un "changement dans la continuité", c'est-à-dire à la poursuite de la politique actuelle du régime, le secteur d'Etat continuant à avoir la prééminence politique et économique ? Répondre à ces questions nécessiterait une analyse que nous ferons dans le prochain numéro de notre journal. Mais d'ores et déjà, nous pouvons assurer que quelle que soit la clique qui parviendra au pouvoir, quelle que soit l'option qu'elle choisira, sa politique vis-à-vis des travailleurs restera la même. Les travailleurs et l'ensemble des masses opprimées n'ont rien à attendre d'un changement du personnel politique bourgeois car quels qu'ils soient, les bourgeois au pouvoir continueront à faire une politique qui corresponde à leurs intérêts, c'est-à-dire à pressurer les travailleurs, à imposer la dictature et l'austérité. Pour les masses opprimées, la seule voie est la lutte jusqu'au bout contre la bourgeoisie (toutes cliques réunies) et contre le système capitaliste. Et c'est pour cela que pour les travailleurs, la construction d'une organisation est plus que jamais nécessaire !

Congrès de l'UNJA :

Pour encadrer la jeunesse

La quatrième "Conférence Nationale de la Jeunesse" (CNJ) vient de se dérouler à Alger et devait préparer le congrès constitutif de l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne (UNJA) prévu pour la fin décembre. Il est certain en tout cas que les travailleurs n'ont rien à attendre de l'organisation de "la jeunesse" qui y naîtra, ni de son soi-disant anti-impérialisme et de son "combat pour le socialisme" !

Le projet de création de l'UNJA existait déjà en 1974 et fut concrétisé en mai 1975. La création de cette organisation fut donc décidée dans une période de montée de la contestation dans les milieux petits-bourgeois des lycées et des universités ; période consécutive à la dissolution de l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA) en 1971, caractérisée par les grandes manifestations estudiantines la même année et la multiplication des grèves dans les universités pour revendiquer de meilleures conditions pour les études, des débouchés de travail, etc...

Cette organisation est l'entière émanation du pouvoir ; elle a été créée par décision du gouvernement et peut être dissoute à tout moment par le FLN. L'UNJA est d'ailleurs sous l'égide de ce parti et reçoit de lui ainsi que de l'Etat (Wilayas, communes, ministère de la Jeunesse, etc...) l'essentiel de ses ressources financières.

L'UNJA a aussi été créée pour remplacer la JFLN qui s'était avérée incapable d'organiser la petite bourgeoisie estudiantine.

En accordant l'hégémonie de la direction de l'UNJA au PAGS, Boumédiène reconnaît ainsi et montre que cette organisation, par son programme "capitaliste d'Etat" et par son appareil structuré militant et implanté en milieu estudiantin est la seule qui réellement en mesure, dans le contexte actuel, de défendre les intérêts de l'Etat bourgeois algérien et de sa fraction dirigeante : celle qui projette une étatisation de plus en plus poussée de l'économie. Le gouvernement a, en effet, favorisé l'accession du PAGS à tous les postes de direction de l'UNJA en décrétant que seuls seraient éligibles les membres des Comités de Volontariat de la Révolution Agraire (CVRA) ; comités entièrement tenus et animés par les staliniens du PAGS.

Le programme de l'UNJA s'articule autour des objectifs du gouvernement algérien pour le renforcement de l'encadrement des ouvriers et employés, ainsi que des paysans ; c'est-à-dire la défense et la mise sur pied de la "Gestion Socialiste des Entreprises" (l'UNJA se propose aussi de l'introduire aussi dans les universités et les lycées) ; c'est-à-dire aussi la propagande pour les CVRA et les campagnes nationales de volontariat dont

.../...

l'organisation repose sur l'UNJA. La Charte Nationale adoptée en 1976, programme de la fraction bourgeoise qui est pour l'étatisation de l'économie, est le véritable cheval de bataille de l'UNJA.

Sur le plan des relations internationales, cette organisation a beaucoup de contacts avec les partis communistes européens et principalement avec les "jeunesses communistes" en URSS (Komsomol). L'UNJA se fait d'ailleurs l'avocat du renforcement de la coopération économique avec l'URSS et les pays de l'Est "socialistes" plutôt qu'avec les pays occidentaux "qui prolongeraient la dépendance de notre pays vis-à-vis des pays capitalistes" (l'Unité, journal de l'UNJA N° 45). De toute évidence ce sont là principalement les positions du PAGS qui sont exprimées dans l'UNITE

"Condamner" l'impérialisme américain pour défendre et se jeter dans les bras de l'impérialisme russe (pays qu'ils disent progressiste), voilà le programme soi-disant socialiste et anti-impérialiste des membres de l'UNJA !!

En vérité, malgré le langage qui se veut radical de l'UNJA, ses membres et principalement les responsables font véritablement office d'indicateurs et d'appareil d'encadrement.

- Que ce soit dans les universités et les lycées, où leur activité se résume à des sollicitations adressées à l'administration pour obtenir quelques salles d'étude ou le report d'un cours, etc... ; ou la diffusion de la propagande gouvernementale sur la soi-disant "Révolution par le peuple et pour le peuple" en Algérie ; où par la délation pure et simple avec laquelle ils aident la Sécurité Militaire (police politique en Algérie) à trouver les auteurs d'un tract contestataire, par exemple.

- Que ce soit avec les chômeurs, pour les encadrer afin d'éviter des "attitudes négatives susceptibles de créer un climat favorable aux menées contre-révolutionnaires" (Charte de la Jeunesse p 65). Mais il semble, malheureusement pour l'UNJA, qu'elle n'ait pas beaucoup de succès avec les chômeurs. Ainsi un membre de la commission communale de l'UNJA à Aflou rapporte : "on a provoqué plusieurs assemblées générales ; à chaque fois les jeunes nous demandent du boulot ; nous on n'y peut rien" (UNITE N° 48). Cet exemple n'est pas valable seulement pour Aflou...

- Que ce soit avec les paysans qu'on invite à lutter contre la corruption et la bureaucratie et pour le renforcement des structures de leur propre exploitation : CAPCS, CAPRA, etc...!

- Ou enfin, que ce soit dans les entreprises où ils tentent d'imposer la "Gestion Socialiste des Entreprises" (GSE).

Il n'en demeure pas moins que l'UNJA est implantée en milieu étudiant et constitue un instrument de propagande non négligeable pour le régime en place.

Ainsi son influence se fait sentir, tant au niveau des universités qu'à celui des campagnes à travers les journées de volontariat de la "Révolution Agraire", qui réunissent périodiquement des milliers d'étudiants pour embriquer les paysans.

Il faut aussi remarquer que le congrès de l'UNJA précède de peu celui du FLN (Front de Libération National, parti unique en Algérie), ce qui est significatif de l'importance de cette organisation pour le pouvoir. De fait, celle-ci est la seule organisation active et militante dans l'intérêt de la bourgeoisie.

.../...

Le succès de l'UNJA est cependant moins évident, tant au sein de la jeunesse émigrée (et surtout en France) qui est principalement ouvrière ou dans l'enseignement professionnel (CET, etc...), qu'auprès des jeunes travailleurs en Algérie.

En définitive, l'UNJA, entièrement créée par l'Etat algérien et à son service, est un des principaux instruments de la bourgeoisie algérienne pour la lutte contre le renforcement de la bourgeoisie privée et pour le renforcement du capitalisme d'Etat.

La constitution en décembre prochain de cette organisation de jeunesse consiste pour le gouvernement à former une organisation de militants qui "œuvreront" pour la bourgeoisie algérienne.

Cette "semaine de dialogue" a été constituée par des spots publicitaires télévisés, on revoyait cette sorte de refrain : les travailleurs immigrés ont des besoins différents, apprenons à mieux les connaître Par ailleurs, la télévision a organisé des débats où Stoléru et diverses personnalités ont essayé de se faire une image de marque non raciste, tout en s'accordant par la parole aux travailleurs immigrés lors des discussions.

En fait, malgré la volonté du régime, de l'Etat à ne donner un air anti raciste, ces débats ont servi plus qu'autre chose à faire passer les principaux thèmes de la propagande gouvernementale : l'intérêt du million de l' "aide au retour", les limites responsables du chômage, l'insécurité, etc...

On peut dire que, malgré les présentations officielles, plutôt qu'une semaine de dialogue, cela a représenté une entreprise de censure mont de la politique anti-immigrés du régime. En effet, la politique de la bourgeoisie française se joue sur les faits, et non sur des belles paroles : or, à aucun moment, n'ont cessé les primaires, la surexploitation, les expulsions massives hors de France (200 000 depuis 4 ans), les tortures dans les commissariats, les descentes de l'Alger à l'Europe dans les foyers, les multiples attaques contre les foyers Sonacotra en Grèce, les contrôles d'identité, les humiliations, etc... et leurs conséquences les assassinats et les tabassages par des commandos d'extrême-droite enchaînés par cette politique, tout cela étant le lot quotidien des travailleurs immigrés.

Voilà ce que cherche à masquer cette campagne scandaleuse, et tout cela est particulièrement cynique quand on sait que c'est le FAS (Front d'Aide Sociale, pour les cotisations des travailleurs immigrés aux mêmes) qui a financé cette "semaine de dialogue" !!

IMMIGRATION

Semaine de "dialogue français-immigrés : une semaine de racisme !

Stoléru, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, vient d'organiser au mois de novembre une "semaine de dialogue" destinée selon lui à rapprocher les Français des travailleurs étrangers. Par cette initiative démagogique, le gouvernement français a voulu passer du baume pour couvrir toutes ses attaques contre l'immigration et la classe ouvrière. Voyons plus précisément ce que cette "semaine" signifie.

Cette "semaine de dialogue" a été constituée par des spots publicitaires télévisés, où revenait cette sorte de refrain : les travailleurs immigrés ont des mœurs différentes, apprenons à mieux les connaître Par ailleurs, la télévision a organisé des débats où Stoléru et diverses personnalités ont essayé de se façonner une image de marque non raciste, tout en n'accordant pas la parole aux travailleurs immigrés lors des discussions.

En fait, malgré la volonté du secrétaire d'Etat à se donner un air anti raciste, ces débats ont servi plus qu'une autre chose à faire passer les principaux thèmes de la propagande gouvernementale : l'intérêt du million de l'"aide au retour", les immigrés responsables du chômage, l'insécurité, etc...

On peut dire que, malgré les précautions oratoires, plutôt qu'une semaine de dialogue, cela a représenté une entreprise de cautionnement de la politique anti-immigrés du régime. En effet, la politique de la bourgeoisie française se juge sur les faits, et non sur ses belles paroles : or, à aucun moment, n'ont cessé les brimades, la surexploitation, les expulsions massives hors de France (200 000 depuis 4 ans), les tortures dans les commissariats, les descentes de flics à l'aube dans les foyers, les multiples attaques contre les foyers Sonacotra en grève, les contrôles d'identité, les humiliations, etc... et leurs conséquences, les assassinats et les tabassages par des commandos d'extrême-droite enhardis par cette politique, tout cela étant le lot quotidien des travailleurs immigrés.

Voilà ce que cherche à masquer cette campagne scandaleuse, et tout cela est particulièrement cynique quand on sait que c'est le FAS (Fonds d'Aide Sociale, pourvu par les cotisations des travailleurs immigrés eux-mêmes) qui a financé cette "semaine de dialogue" !!

.../...

En réalité, malgré cette entreprise, la bourgeoisie française n'est en rien décidée à changer quoi que ce soit de sa politique anti-ouvrière. Un exemple significatif : au Conseil d'Etat qui vient, fin novembre, de déclarer illégales toutes les circulaires, depuis la circulaire Marcellin en 1973 jusqu'à aujourd'hui, concernant l'immigration (à savoir celles instituant le million de "l'aide au retour", la prison d'Arenc, la suppression et le non renouvellement de la carte de séjour aux nouveaux arrivants, l'interdiction d'entrée et de travail aux familles, ainsi même que l'arrêt de l'immigration), Stoléru a déclaré que "le Conseil d'Etat n'était pas là pour faire la politique de la France"!!

Cela est plus que significatif quant à l'intention réelle de la bourgeoisie de dialoguer avec les travailleurs immigrés !

Par ailleurs, on peut penser que si la classe dominante française se sent le besoin de retaper son image de marque par cette demande de dialogue démagogique, c'est que le plus gros de ses attaques est encore à venir... Stoléru a en effet envisagé le non-renouvellement de 100 000 cartes de séjour dans un proche avenir, soit 100 000 expulsions ou plus si cela concerne des familles ! Cela signifie tout au moins une accentuation très grave de toutes les attaques subies jusqu'ici par les travailleurs immigrés.

C'est pourquoi toutes ces initiatives démagogiques, telles que cette "semaine de dialogue", sous le miel, servent en fait à couvrir les attaques de plus en plus graves portées contre la main d'oeuvre immigrée. Le sens des mesures de la bourgeoisie, c'est avant tout de faire payer la crise aux travailleurs, en licenciant et en économisant sur leur dos : mais si l'attaque de la bourgeoisie concerne toute la classe ouvrière, elle touche bien plus durement les travailleurs immigrés dont les patrons se servent ou se débarrassent quand ils n'en ont plus besoin !

En outre, la politique de la classe dominante a pour but de diviser la classe ouvrière et d'affaiblir ses chances de riposte. En réalité, peut-être avons-nous des "mœurs différentes", mais fondamentalement nous avons le même sort et les mêmes intérêts de travailleurs exploités que les travailleurs français : c'est cela qui doit décider de notre unité, et cela qui doit déterminer la riposte massive que nous devons engager contre la bourgeoisie exploiteuse : c'est aujourd'hui toute la classe ouvrière qui est concernée et c'est elle dans son ensemble qui doit réagir ! Pas de "dialogue" possible avec ceux qui nous écrasent et nous exploitent !

Grève a la marine marchande :

racisme et bonne conscience

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ont en général recours à une arme : la grève. Ceci étant, il serait faux de croire qu'une grève ne peut pas aller parfois à l'encontre de leurs intérêts : la preuve en est la grève de la marine marchande qui a eu lieu au mois d'octobre dernier.

Démarrée à la mi-octobre, cette grève a eu pour effet d'immobiliser aux postes d'accostage des dizaines de pétroliers et d'empêcher leur déchargement : le 31 octobre, 41 cargos étaient bloqués par les marins dans différents ports de France : Le Havre, Fos, Port St Louis, Marseille, etc.. Les travailleurs avaient organisé des piquets de grève ; trois semaines durant, ils sont venus dormir la nuit dans leurs autos sur les quais, empêchant ainsi le débarquement du pétrole.

A la fin, la police forçait les piquets de grève, et déchargeait en force les cargos. Cette grève en effet, qui a coûté 34 millions au patronat, bénéficiait d'un puissant moyen de pression : le stockage de milliers de tonnes de pétrole, au moment même où l'Iran avait dû cesser lui aussi ses exportations pétrolières vers la France.

La grève des marins avait été provoquée par l'embauche de la part de la "Nouvelle Compagnie de Paquebots" de 300 travailleurs indonésiens comme personnel hôtelier, scandaleusement sous-payés par rapport aux travailleurs français de la marine marchande.

Les revendications ont été essentiellement l'exigence du respect par le patronat des conventions salariales et les mêmes conditions d'embauche pour tous.

Apparemment, on pourrait croire au vu des revendications "officielles", que la grève avait pour objet l'égalité des salaires entre les travailleurs français et les travailleurs indonésiens. Il semble toutefois que la réalité soit tout autre. En effet, il y a tout lieu de croire que la grève a bien eu lieu non pas pour l'obtention de l'égalité des salaires, mais contre l'embauche des travailleurs immigrés. La preuve en est cette déclaration d'un responsable syndical qui expliquait dans le "Monde" du 2/11/1978 : "Aujourd'hui ils sont garçons de café, demain ils seront peut-être maîtres d'hôtels !". "Ils " désigne évidemment les travailleurs immigrés. Par ailleurs, cette grève dirigée contre l'emploi des travailleurs indonésiens montre surtout que les très

.../...

bas salaires de ces derniers risquent, par le jeu de l'offre et de la demande, de venir casser les salaires des marins français, et constituent donc une menace pour eux ; menace contre laquelle les marins syndiqués sont partis en guerre.

Incontestablement, et malgré les protestations officielles des syndicats, cette grève a tout l'air d'une mobilisation contre ceux : "qui viennent prendre le travail des Français".

A cela, nous voyons plusieurs explications ; la première tient aux illusions d'une fraction de travailleurs (- les travailleurs français de la marine marchande ayant acquis certains privilèges qu'ils tiennent à préserver, même si cela se fait aux dépens d'autres travailleurs), qui se laissent abuser par le corporatisme et le nationalisme. La deuxième explication à une telle grève est l'attitude des syndicats, et dans ce cas bien précis de la CGT puisqu'elle regroupe 80 % des syndiqués de la marine marchande. La politique de la CGT n'est pas nouvelle : déjà, d'une manière générale, sa position sur l'immigration ("contrôle de l'immigration en fonction des besoins de l'économie") est conforme aux intérêts de la bourgeoisie. Il n'y aura donc rien d'étonnant à ce que sa politique ici vise à diviser les travailleurs une fois de plus.

Evidemment, officiellement la CGT essaie de ne pas paraître ouvertement raciste, mais les faits sont là : la grève de la marine marchande n'est pas une grève qui profite aux travailleurs, parce qu'elle les divise et qu'elle renforce leurs illusions corporatistes et chauvines.

Foyers en grève :

Grève à la marine marchande

la répression continue

La manifestation du 18 novembre a été un succès. La mobilisation a été plus grande que lors de la précédente manifestation (celle de la rentrée). On a dénombré près de 10 000 personnes qui ont défilé en un cortège combatif. Mais la répression ne s'en est pas arrêtée pour autant ; elle continue à s'abattre sur les grévistes de la Sonacotra.

Les moyens utilisés par la Sonacotra et par la bourgeoisie en général pour venir à bout de la lutte des foyers n'ont pas changé. Il y a les attaques en justice qui, pour une part, ont abouti à la condamnation de certains foyers, comme ceux du boulevard Karl Marx et de l'avenue de la Butte Blanche à Argenteuil, pour ne citer que les plus récents. Malgré le fait que les résidents aient pu obtenir un appel, la Sonacotra a utilisé jusqu'au bout les jugements en sa faveur pour demander l'expulsion des grévistes. Plus, la Sonacotra projèterait même la fermeture pure et simple des foyers en grève.

L'autre aspect de la répression patronnale, ce sont les interventions policières, comme à Colombes dernièrement. Les flics débarquant à l'aube, ils encerclent le foyer et perquisitionnent, en molestant des travailleurs, en embarquant d'autres sous l'oeil bienveillant des gérants qui se sentent revivre. Ces interventions policières sont à n'en pas douter un aspect important, pour Stoléru et le gouvernement dont il fait partie, du dialogue Français-immigrés. A part les condamnations et la répression policière, il faut aussi citer le chantage aux papiers qui est fait aux résidents grévistes. Vues les intentions du gouvernement de Giscard de ne pas renouveler pour 1979 une centaine de milliers de cartes de travail, les grévistes ont toutes les chances d'avoir la primeur de ces mesures d'expulsions massives. Déjà certains camarades actifs dans la grève ont été embêtés à la préfecture de police, contrôles tatillons, brimades, voire refus tout court du renouvellement des cartes de travail.

Face aux attaques patronales, nous ne devons pas faiblir. Il ne faut nous faire aucune illusion sur la justice bourgeoise. Il faut aussi nous organiser dans les foyers pour ne pas subir passivement les rafles policières. Pour cela, nous devons envisager au niveau de chaque région le moyen de prévenir les autres foyers et la population locale afin d'organiser une riposte immédiate et unitaire à toute attaque de la police. Nous ne devons pas nous laisser intimider et prendre garde à ne pas avoir chez nous des choses pouvant faciliter la tâche aux flics, tels que des tracts, journaux, et autres brochures politiques. Par ailleurs, il est absolument nécessaire de montrer aux flics que nous sommes tous solidaires face à la répression. Si le problème majeur de notre lutte est l'isolement, et à ce sujet il faut rappeler le boycott systématique de la grève par les syndicats et les partis de gauche, nous devons comprendre plus que jamais que la seule possibilité de riposte importante réside dans notre capacité à porter la lutte au niveau des entreprises. Nous devons compter sur nous-mêmes, et tenter d'associer nos camarades français sur le lieu de travail à des actions qui nous permettraient de toucher les patrons à leur point sensible : la caisse.

INTERNATIONAL

BAGDAD

Les chiens aboient
et la caravane passe

Le 5 novembre dernier a vu la Conférence de Bagdad se terminer : celle-ci réunissait les rois et les chefs d'Etat arabes (à l'exception de Sadate), dans le but de condamner les accords de Camp David entre Sadate et Begin.

Le résultat de la Conférence a été la publication d'un communiqué visant à sanctionner l'Egypte. Voyons ce qu'il signifie.

Les résolutions prises par les chefs d'Etat arabes pour pénaliser Sadate peuvent se résumer à ces trois mesures :

- l'Egypte serait rayée des rangs de la Ligue Arabe.
- le siège de la Ligue Arabe serait transféré du Caire à Tunis ou au Koweït.
- Les entreprises égyptiennes privées ou d'Etat ayant des rapports avec Israël, seraient boycottées par les pays arabes participant.

Par ailleurs, dans le cadre de l'aide financière de l'Arabie Séoudite aux différentes bourgeoisies arabes du Moyen-Orient, (Syrie, Jordanie, OLP, Cisjordanie, Gaza, Liban), il a été décidé que l'aide à l'Egypte (devant se monter à 5 milliards de dollars), ne lui serait accordée qu'au prix de son renoncement aux menées diplomatiques avec Israël, - ce qui est maintenant plus qu'improbable.

Evidemment, toutes ces décisions sont pour l'instant conditionnelles, et différées jusqu'à l'éventuelle signature du traité de paix entre Israël et l'Egypte.

En fait, ces résolutions destinées à "punir" Sadate d'une sol-disant "capitulation" aux idéaux pan-arabes et de ses efforts d'alliance avec "l'ennemi sioniste", se résument à peu de choses du fait même de l'impuissance des bourgeoisies qui les ont prises : que l'Egypte soit expulsée de la Ligue Arabe n'est pas d'une importance capitale pour elle, dans la mesure où la Ligue Arabe n'a jamais eu une importance quelconque que ce soit sur les plans politique ou économique. Quant au transfert de son siège à Tunis ou au Koweït, pour les mêmes raisons, voilà qui ne risque pas de pénaliser outre mesure l'Egypte...

.../...

En ce qui concerne le boycott des entreprises égyptiennes, il est à rappeler que les pays arabes ont toujours été loin de constituer les principaux partenaires de l'Egypte : dans la mesure où celle-ci est un pays exportateur de matières premières (pétrole, etc...), il est clair que l'Egypte est davantage dépendante économiquement des pays impérialistes occidentaux que des pays arabes voisins ...

Enfin, pour ce qui est du chantage relatif de l'Arabie Séoudite aux 5 milliards de dollars, on peut penser que de toutes façons, un accord signé entre Sadate-Begin et les USA pourrait permettre une pression de l'Amérique sur l'Arabie Séoudite pour qu'elle ne cesse pas son aide financière à l'Egypte.

Comme on le voit, la conférence de Bagdad a montré que les "censeurs" de Sadate ont été assez complaisants à son égard.

Ceci étant, nous pouvons distinguer deux causes réelles à l'initiative de la Conférence de Bagdad. Tout d'abord, on peut dire que la principale activité des bourgeoisies arabes au Moyen-Orient à l'heure actuelle est d'essayer de se ménager une part du gâteau qui a été en partage jusqu'ici à Camp David entre Carter, Israël et Sadate. C'est ainsi que la Syrie et la Jordanie, par exemple, tentent par tous les moyens de faire pression ou obstacle au règlement en cours, dans le but de récupérer leurs terres confisquées par la bourgeoisie sioniste. De même l'OLP a tout intérêt à ne pas être écarté des discussions en cours sur le sort du Moyen-Orient. C'est donc bien leurs intérêts qui se jouent en ce moment, et Bagdad est un moyen parmi d'autres pour ces bourgeoisies de rappeler à l'impérialisme qu'elles existent.

Par ailleurs, il est clair que les chefs d'Etat arabes participant à la Conférence ont tout intérêt également à utiliser à peu de frais le prestige que leur donne leur surenchère par rapport à Sadate. Ils se donnent ainsi l'image d'opposants au sionisme et à l'impérialisme.

Mais si Bagdad a permis à certains chefs d'Etat arabes de montrer leur mécontentement à la suite de leur exclusion des négociations de Camp David, cette conférence ne donne pas plus de perspectives aux masses exploitées de la région. En fait, seuls les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, pourront s'offrir de véritables perspectives : car eux seuls n'ont aucune concurrence à se faire, ayant tous également intérêt au renversement des bourgeoisies qui les exploitent !

Cercle Abdellatif Zeroual :

des maoïstes oui -
des communistes révolutionnaires,
non !

Le cercle Abdellatif Zeroual est un groupe de "marxistes-léninistes" algériens. Nous lui consacrons cet article, et sans doute nous lui en consacrerons d'autres dans l'avenir, parce que nous pensons qu'il est du devoir des communistes révolutionnaires internationalistes de démasquer ceux qui se parent du drapeau du prolétariat afin de mieux le dévoyer.

Le cercle Abdellatif Zeroual est ce qu'on pourrait appeler un groupe stalinien orthodoxe. Il se réclame de la thèse du "socialisme dans un seul pays", donc de l'URSS de Staline et de la Chine de Mao. Nous nous proposons d'aborder uniquement ses références à la révolution de 1949 en Chine, dans cet article, et par conséquent ses références à la Chine maoïste. Il est toutefois entendu que nos critiques vis-à-vis de ce groupe ne se limiteront pas à cela, mais toucheront à tous les points de son programme politique.

Si c'est par la Chine que nous commençons, c'est essentiellement parce que vu les changements survenus dans ce pays, beaucoup de militants du mouvement "marxiste-léniniste" se posent aujourd'hui des questions sur le "socialisme à la chinoise". Nous espérons par là contribuer à en aider quelques uns à franchir le Rubicon qui sépare le camp de la contre-révolution et celui de la lutte prolétarienne authentique.

Ainsi, le cercle A. Zeroual considère que la révolution de 1949 en Chine est une révolution communiste prolétarienne, mais pour nos stalinien, le "révisionisme" a triomphé en Chine avec l'avènement de Teng Shiao Ping, lequel aurait liquidé les soi-disant "acquis" de la Révolution Culturelle. Par ailleurs, ce groupe considère que la théorie des trois-mondes est contre-révolutionnaire, parce qu'elle n'a pas de "base de classe" (1) ("Le Communiste algérien", n°1 -6.78). Voyons ce qu'il en est.

- La révolution de 1949 : une révolution nationaliste chinoise.

Le Parti Communiste Chinois s'est réclamé et se réclame comme bien d'autres du communisme et de la classe ouvrière, mais ce n'est pas là un phénomène particulier : beaucoup l'ont déjà fait et le feront encore : bien des changements effectués au service du capital l'ont été au nom de la classe ouvrière.

Le Parti Communiste Chinois est né en 1921. Il devint assez rapidement une force politique importante, implantée dans la classe ouvrière. Ses militants ont joué un rôle prépondérant dans la vague de grèves qui débuta en 1925.26, à Canton, Hankou et Changai. Mais le PCC, contraint

.../...

par le Komintern (la contre-révolution stalinienne, après avoir écrasé le prolétariat russe, s'est attaquée aux autres pays), au front unique avec le Kuomintang (Parti nationaliste de Tchang KaiTchek), s'est vu imposé un programme nationaliste petit-bourgeois (révolution par étapes, etc...). Le résultat de l'alliance avec le Kuomintang fut le massacre en 1927.28 des ouvriers des grandes villes par Tchang Kai Tchek.

Le PCC fut complètement décimé par les armes russes du Kuomintang; il perdit ainsi complètement le contact avec la classe ouvrière. Après, ce fut la tragique commune insurrectionnelle de Canton, dernière tentative du PCC pour retrouver une implantation ouvrière. "l'écrasement du prolétariat, dont le PCC était en grande partie responsable, amena l'appareil du parti à chercher une autre base sociale. Et ce fut le repli dans les campagnes. (cf. la théorie maoïste de l'encercllement des villes par les campagnes).

En 1949, le PCC était inexistant dans les villes; son implantation au sein de la classe ouvrière était nulle. Par contre, l'APL (armée de Libération Populaire) était composée de soldats de métier et de paysans: 3 des 4 millions du PCC étaient des paysans. Dès lors, la force sociale qui prenait le pouvoir représentait essentiellement les couches paysannes, dirigées par une bureaucratie issue de la bourgeoisie intellectuelle.

Sur le plan du programme politique, le PCC défendait un mélange de réforme agraire et de nationalisme. On en était à l'"étape" démocratique bourgeoise (voir à ce sujet l'analogie avec le PAGS). Comme dans tous les pays "sous-développés", le faible développement des forces productives va rendre nécessaire l'intervention massive de l'Etat dans l'économie. La tâche de réorganisation et d'accumulation va être assumée par une bureaucratie issue de la bourgeoisie intellectuelle. "l'économie chinoise se dirige vers le capitalisme d'Etat. Le gouvernement du PCC renforce son contrôle en vue d'extraire le surplus nécessaire à l'industrialisation; de 1942 à 1952, la redistribution d'une partie des terres aux couches les plus pauvres de la paysannerie permit d'accroître la production agricole. L'industrie était en partie contrôlée par l'Etat, en partie par la bourgeoisie nationale (appelée, au nom du bloc des quatre classes, à participer à la construction de la "patrie").

Avec l'aide de l'impérialisme russe, le capitalisme d'Etat va continuer à se construire en Chine. L'alliance avec la bourgeoisie nationale va être brisée, et le salariat se généraliser dans les campagnes. Voilà brièvement pour la Chine de 1949.

Mais un point mérite d'être évoqué, celui de l'absence de toute organisation autonome du prolétariat. Pas de conseils ouvriers, enfin rien dans la révolution de 1949 ne rappelle de près ou de loin des organismes de classe, permettant aux masses laborieuses d'exercer leur dictature, de participer au pouvoir. La révolution de 1949 a de toute évidence apporté bien des changements en Chine, notamment pour la paysannerie. Mais dire que la révolution de Mao est une révolution prolétarienne communiste tient ou d'une grande ignorance, ou bien c'est une affirmation intéressée...

QUI SOMMES NOUS ?

- A propos des acquis de la Révolution Culturelle.

Entre 1949 et la révolution culturelle, il s'est passé bien des choses en Chine et notamment la rupture avec l'impérialisme russe. Il n'entre pas dans notre propos de nous appesantir sur celle-ci, mais on peut dire que la révolution culturelle avait pour cause essentielle le fait que la main-mise de l'URSS sur l'économie chinoise constituait un frein à l'accumulation du capital, rien de plus.

Aucune révolution dans l'histoire n'a été décrétée, aucune révolution dans l'histoire n'a eu un encadrement institutionnel semblable à celui de la révolution culturelle ; aucune révolution n'a eu une si faible participation de ceux par qui elle était sensée être faite.

En réalité, la révolution culturelle a eu pour cause les luttes de fractions et de tendances qui partageaient la bureaucratie chinoise vers 1966. On peut dire, (même si c'est un tant soit peu caricatural) que deux tendances s'affrontaient. Celle qui préconisait une politique économique basée sur les investissements dans l'industrie lourde, l'usage de stimulants économiques pour développer la productivité, et à la limite même le retour dans le giron de l'impérialisme russe, afin de pouvoir disposer de capital fixe nécessaire à toute accumulation. Cette tendance était celle de Liu Shiao Shi. L'autre tendance était celle de Mao et des hauts cadres de l'armée. Elle préconisait plutôt une plus grande préréssurisation des masses laborieuses et une hausse de la productivité par le biais d'un encadrement politique des producteurs.

La tendance de Mao a mobilisé les étudiants et l'armée, et la lutte contre la "vie bourgeoise" a commencé. Elle s'est traduite par une diminution des avantages sociaux tant pour les ouvriers que pour les paysans, et même pour une fraction de la bureaucratie (le bas de la hiérarchie). Par ailleurs, les agents de la "restauration du capitalisme" ont été évincés. Voilà en bref les "acquis" de la révolution culturelle.

- La théorie des trois Mondes et Teng Shiao Ping.

C'est par leur opposition à la théorie des trois Mondes et par leur attachement à la Bande des Quatre, que bien des groupes maoïstes éludent les problèmes que posent la politique de la bureaucratie bourgeoise chinoise.

Le cercle A. Zeroual qualifie donc la théorie des trois Mondes comme bourgeoise. Selon cette théorie en vogue à Pékin, (même du temps de Mao et de la "bande des Quatre"), le monde se diviserait en trois : "le tiers-monde", les deux super-puissances et en troisième lieu le Japon et l'Europe. Le régime en place à Pékin préconiserait l'alliance politique et économique avec l'impérialisme US et les deux autres "mondes" contre l'ennemi principal qui serait "le social-impérialisme russe".

Une série de remarques s'impose dorénavant et déjà :

- la théorie des trois mondes fondait la politique de la Chine bien avant "l'avènement du révisionisme". Cela signifie que pour les staliniens du cercle A. Zeroual, un Etat socialiste (la Chine du temps de Mao et de la Bande des Quatre) peut avoir une politique extérieure

.../...

totallement contre-révolutionnaire (il est bien entendu que la théorie des trois mondes met à la remorque de leur impérialisme les prolétariats des pays d'Europe par exemple). Est-ce que cela signifie que les intérêts du prolétariat chinois sont contradictoires avec ceux des travailleurs des autres pays ?

Une explication bien plus simple à la contradiction présumée entre la politique extérieure et la politique intérieure de la Chine, est que le prolétariat n'est pas au pouvoir et ne l'a jamais été.

Par ailleurs, les "marxistes-léninistes" pensent que Teng Hsiao Ping a rétabli le capitalisme en Chine. Mais comment se fait-il dans ce cas-là que le prolétariat ne soit pas intervenu pour défendre son pouvoir ? Comment se fait-il que comme lors de la révolution culturelle, la participation des masses à la défense de leurs "acquis" soit passée inaperçue ? La réponse à ces questions est évidente.

Néanmoins, il convenait d'examiner un tant soit peu ce que propose le cercle A. Zeroual aux travailleurs algériens. Malgré sa phraséologie marxisante, ce groupe (un de plus) ne propose rien d'autre aux travailleurs algériens qu'un socialisme à la chinoise, c'est-à-dire un capitalisme d'Etat. En fin de compte, nos "marxistes-léninistes" n'ont pas besoin d'aller chercher si loin des références : il pourrait tout aussi bien les trouver en Algérie. L'étatisation y a aussi des émules, Boumédiène, le PAGES etc....

La théorie des trois mondes est une théorie qui vise à diviser le monde en trois camps : le premier monde (les pays développés), le deuxième monde (les pays en développement) et le troisième monde (les pays sous-développés). Cette théorie est souvent utilisée pour expliquer les relations internationales et les conflits mondiaux. Cependant, elle est critiquée pour son manque de précision et son caractère idéologique. Elle ne prend pas en compte les nuances des relations entre les pays et les intérêts des peuples. De plus, elle tend à simplifier une réalité complexe en trois catégories rigides. Les critiques soulignent que les pays du deuxième et du troisième monde ont des intérêts divergents et ne peuvent pas être considérés comme une seule entité. Enfin, la théorie des trois mondes est souvent accusée de servir les intérêts de la superpuissance dominante à un moment donné de l'histoire.

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le Capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")